

S'organiser dans les mouvements

L'organisation est primordiale pour construire un mouvement solide qui soit capable de faire reculer ce gouvernement. Il faut construire un mouvement qui résistera face à la répression, qui ne s'essouffera pas aux premières vacances et qui permettra d'imposer nos revendications à ce gouvernement.

SE STRUCTURER ET S'ORGANISER

L'AG est à la base de l'auto-organisation lycéenne. Elle rassemble tous les lycéens pour discuter et analyser les attaques du gouvernement, leurs logiques et conséquences sur nos conditions d'études et faire le point sur l'état du mouvement. Chacun donne son avis et différentes choses qui naissent du débat peuvent être soumises au vote ensuite. Les AG permettent de prendre les décisions collectivement.

SE METTRE EN GRÈVE!

Le rapport de force pour nous, lycéens peut passer par le blocage de notre établissement ou par le débrayage massif (en passant dans les classes, on invite les lycéens à sortir de cours pour aller en manif). Cela nous permet de libérer du temps pour structurer notre mouvement et empêche l'administration de nous sanctionner quand nous partons en manif.

LA LUTTE PAYE!

Pour faire céder le gouvernement, nous devons tenter de faire l'unité avec les enseignants en se battant ensemble. Amplifier la mobilisation permet aux endroits qui n'osent pas se lancer de prendre confiance en prenant part à la lutte à leur tour. De la coordination de nos actions dépend l'efficacité du mouvement. Le mouvement de mai 2008 prouve que nous sommes nombreux à vouloir combattre ces réformes. Quand on s'attaque à notre avenir, nous aussi avons notre mot à dire !



Construisons un nouveau parti anticapitaliste !

En août 2007, la LCR et les JCR ont appelé à la formation d'un Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Cet appel a été basé sur une analyse de la société démontrant que le capitalisme est à l'origine de nombreuses inégalités.

Aujourd'hui le PS accompagne la politique libérale de la droite. Nous devons nous opposer à la politique du gouvernement et proposer un projet alternatif qui remet en cause les bases du système capitaliste.

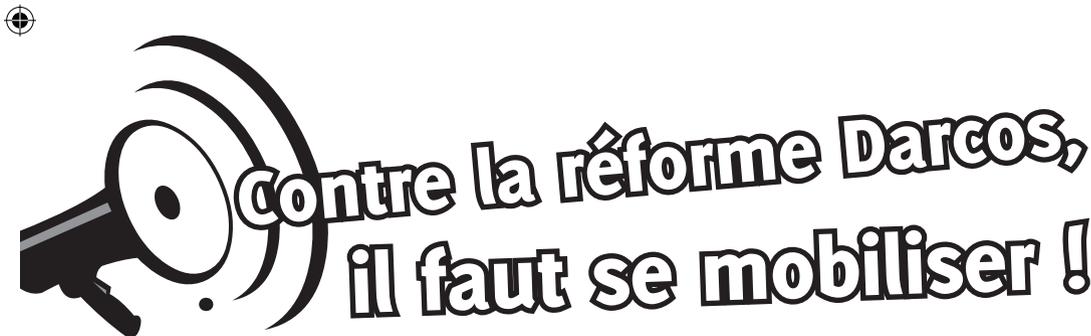
OÙ EN SOMMES-NOUS?

Aujourd'hui le NPA compte environ 10 000 militants dans le processus. Il se forme sur la base de comités locaux. On compte aujourd'hui plus de 300 comités NPA implantés dans des lycées, des facs, des villes et lieux de travail. On y discute de notre vision du nouveau parti et des actions à mener pour résister aux attaques du gouvernement. Le processus de création du parti est largement entamé, c'est la dernière ligne droite jusqu'au congrès de fondation du NPA qui aura lieu en janvier 2009.

REJOINS LE NPA!

La jeunesse doit avoir une place importante dans ce nouveau parti car elle est de loin le secteur le plus combatif. Nous devons nous structurer dans des comités NPA sur nos lycées pour discuter et construire les mobilisations.

Plus d'un an après l'appel de formation du NPA, le processus est bientôt prêt à aboutir, la condition pour qu'il réussisse est que chaque personne qui s'y reconnaît s'engage et prenne parti !



Jeunes pour un Nouveau Parti Anticapitaliste

www.npa2009.org

- **À QUI PROFITE LA CRISE ?**
- On nous parle de crise économique profonde, de faillites des banques... on nous dit aussi de nous serrer la ceinture alors que la grande majorité d'entre nous n'avons plus assez d'argent pour vivre. On sait que ce n'est pas aux grands patrons qu'on demande de faire des efforts financiers : eux, ils touchent des sommes exorbitantes crise ou pas crise ! Aux Etats-Unis, les 700 milliards de \$ du plan Paulson pour la relance signifie en réalité que chaque foyer va devoir déboursier 2300\$ en moyenne pour sauver le capitalisme; en France, Sarkozy en appelle à l'union sacrée face à la crise pour maintenir le système et ses profits. Ils sont prêts à nous faire supporter les dettes en nationalisant les banques mais les profits restent dans la poche des patrons. Et la crise permet au gouvernement de faire passer les réformes les plus libérales et de revenir sur tous nos acquis sociaux au lieu de répondre aux besoins de la population : augmenter tous les salaires.
- **NON À LA REFORME DARCOS ! DES MOYENS POUR L'ÉDUCATION !**
- Les lycées eux ont eu droit à des suppressions de postes : 13 500 cette année et 80 000 prévues pour les 4 prochaines années. Et le gouvernement a pondu une nouvelle réforme de l'éducation qui vise à mettre en concurrence les établissements entre eux et à accentuer les inégalités. Elle prévoit la casse du diplôme du bac aujourd'hui national en détruisant toutes les garanties des futurs salariés avec des diplômes jetables. Le projet de Sarkozy et son gouvernement c'est de déqualifier massivement les jeunes, de constituer une future main d'oeuvre corvéable à merci.
- **LUTTONS POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ !**
- Mais s'attaquer à nos études c'est s'attaquer à notre avenir. Nous voulons des diplômes de qualité, reconnus sur le marché du travail et nous donnant des garanties à tous, des moyens pour l'éducation, le maintien des postes qui ont été ou vont être supprimés pour une éducation de qualité. Nous devons nous battre dès maintenant pour faire entendre nos revendications. Le mouvement contre les suppressions de postes c'était le premier round mais le combat doit continuer

en construisant une résistance collective face à la déqualification des jeunes. Face à nous les dirigeants sont bien organisés, à nous de nous coordonner, de nous organiser pour leur faire face et construire des mobilisations victorieuses !

**Tous dans la rue
le 20 novembre !**

journée de grève dans l'Éducation Nationale

Réforme du lycée : diplômes jetables et avenir pourri !

En juillet dernier, Xavier Darcos a lancé les premiers éléments d'une réforme des lycées. Cette réforme se base sur 2 axes : autonomie financière des établissements et casse du bac national.

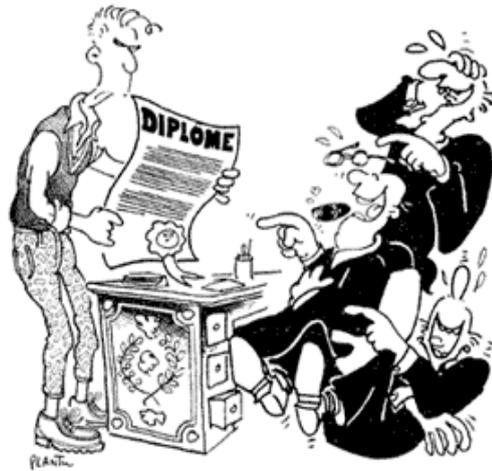
AUTONOMIE FINANCIÈRE DES LYCÉES

L'objectif du gouvernement est de rendre les lycées autonomes financièrement. Chaque établissement élaborera un projet selon son public. Si le lycée a de bons élèves, il aura plus d'options et d'enseignements pour les préparer à des études longues... mais s'il a de « mauvais résultats », il devra se contenter du minimum.

Les 200 meilleurs lycées recevront un bonus d'argent de la part de l'Etat. Pour les autres, il faudra se débrouiller pour aller chercher l'argent ailleurs, c'est à dire dans les entreprises qui auront donc un droit de regard sur les enseignements et l'orientation des lycéens. Bien sûr, elles favoriseront uniquement ce qui est rentable pour elles.

CASSE DU BAC NATIONAL

Le tronc commun, c'est-à-dire les matières communes quel que soit l'établissement et la filière, va rétrécir au profit d'options et d'enseignements complémentaires. C'est là dessus que vont se jouer les différences entre lycées : dans les lycées riches, on aura des enseignements comme les langues anciennes ou la culture générale (utiles dans l'enseignement supérieur) ; mais dans les lycées pauvres, il faudra se contenter d'options professionnalisantes, qui ne permettent que d'apprendre un



métier, voire une multiplication des stages non payés. On voit tout de suite les conséquences de cette autonomie : le bac issu des lycées les plus prestigieuses aura plus de valeur que les autres.

VERS LA DÉQUALIFICATION

Les titulaires d'un bac « dévalorisé » arriveront sur le marché du travail sans aucune garantie, leur diplôme ne les protégeant en rien.

Le but du gouvernement est clair : dans une période de crise, il faut tirer les salaires vers le bas. Détruire nos diplômes est la meilleure manière de baisser les qualifications, qui sont la garantie d'un certain niveau de salaires et de conditions de travail.

Aujourd'hui l'enjeu pour nous n'est pas simplement d'améliorer nos conditions d'études, mais de défendre notre droit à un avenir de qualité !

Ce qu'ils veulent nous faire avaler...

AUTONOMIE FINANCIÈRE

« Donner une autonomie financière aux lycées permet une plus grande liberté pour les proviseurs et permet de développer de nouveaux projets. »

En réalité, l'autonomie financière est un moyen pour l'Etat de donner moins d'argent à l'Education et de renforcer les inégalités entre les lycées.

SUPPRESSIONS DE POSTES

« La suppression de 13 500 postes n'a pas de conséquences sur le quotidien dans les lycées car il y a assez de profs pour le nombre d'élèves. »

Pourtant, avec la suppression de 11 200 postes l'année passée, l'effectif des classes a augmenté, des filières sont supprimées et des classes sont sans profs dans certaines matières.

PROFESSIONNALISATION

« Si des entreprises financent des diplômes et que tu te spécialises le plus tôt, tu auras un emploi et une qualification qui te permettra de mieux t'insérer sur le marché du travail. »

Oui, mais quand une entreprise finance un diplôme, elle en contrôle le contenu en fonction de ses besoins. On a une formation limitée à un poste. Le diplôme ne nous offre aucun choix sur le marché du travail.

RÉFORME DU BAC

« L'individualisation du bac permet de mieux correspondre aux lycéens et de répondre aux problèmes de l'échec scolaire. »

La casse du diplôme national du bac c'est la casse des garanties collectives (salaire, conditions de travail...) offertes par un diplôme national unique.

NON À LA RÉFORME DU BAC PRO
Dans la même logique d'économies de budget et de baisse du niveau de qualifications, le gouvernement a déjà fait passer la réforme du Bac Pro en 3 ans. Il remplace les 2 ans de BEP et 2 ans de Bac Pro. On a donc un diplôme avec moins de connaissance (3 ans au lieu de 4) et on aura plus la possibilité d'obtenir un diplôme au bout de 2 ans.

Quelles revendications ?

- ★ **Maintien du bac national.**
- ★ **Des diplômes égaux et reconnus !**
- ★ **Pas d'autonomie financière, pas de concurrence.**
- ★ **Non à la réforme Darcos !**
- ★ **Des moyens pour l'Education, aucune suppression de postes !**
- ★ **Non aux Bac pro en 3 ans.**
- ★ **Maintien de tous les BEP !**